Trump passe à la vitesse supérieure dans sa guerre contre la Chine et l'Amérique latine en fait les frais

Les présidents chinois et américain Xi Jinping et Donald Trump, à Pékin, le 9 novembre 2017. Thomas Peter / Gettyimages.ru

Par Maria Fe Celi Reyna

Depuis l'entrée en fonction de Donald Trump, il semble presque impossible de l'omettre. Le nouveau président est un spécialiste de la communication et sait comment se positionner pour que l'on parle toujours de lui. Incontestablement, Trump se démarque radicalement de son prédécesseur sur la forme, mais pas sur l'hégémonie.

Contrairement à ce que répètent ses adversaires, ses actions ne sont ni le fruit de l'improvisation, ni de la folie, ni de l'ignorance. Ce sont des actions très alignées sur une vision du monde du dirigeant américain et des personnes qui l'entourent.

Trump a un objectif clair : empêcher le déclin américain. Malheureusement pour les autres, cela signifie non seulement des changements internes, mais aussi s'assurer qu'ils continuent à dominer le monde. C'est pourquoi ils ne peuvent tolérer l'avancée de la Chine et ont déclaré que ce pays asiatique était leur plus grande menace.

Il convient de préciser qu'il ne s'agit là que d'un fantasme à sens unique. La Chine reste le premier détenteur de bons du Trésor américain et les deux économies sont toujours imbriquées. En tant que tels, les Chinois souhaitent avant tout voir les États-Unis prospérer et récupérer leurs investissements.

Trump a un objectif clair : empêcher le déclin des États-Unis.

Ce que fait la nouvelle administration américaine, c'est d'abord "faire le ménage", puis engager son ennemi. Son processus est tellement évident et maladroit que les Chinois sont déjà plus que prêts. Pour paraphraser la métaphore populaire, pendant que les États-Unis jouent aux échecs, la Chine joue au go, un jeu infiniment plus complexe et plus stratégique.

Le problème est que, dans cette stratégie, les États-Unis mettront les pays d'Amérique latine entre le marteau et l'enclume, et c'est nous qui en ferons les frais.

Première étape : le "nettoyage" interne

Trump est un capitaliste milliardaire qui n'est pas intéressé par des changements radicaux du système, mais il ne fait pas partie de l'establishment de Washington. Il a pu utiliser cette position pour se présenter comme l'outsider qui va changer la vie de plus en plus dégradée des Américains ordinaires. À cette fin, il a mené une guerre contre ce que l'on appelle "l'État profond" ou, en d'autres termes, les groupes qui détiennent le véritable pouvoir dans le pays.

La Chine reste le principal détenteur de bons du Trésor américain et les deux économies restent imbriquées l'une dans l'autre.

Contrairement à son premier mandat, M. Trump sait cette fois-ci comment Washington est géré et a commencé son administration avec un groupe de confiance chargé de "drainer le marais".

Le meilleur contexte pour ce faire est la crise économique et la nécessité d'injecter de l'efficacité gouvernementale. La création du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), dirigé par Elon Musk, est l'outil qui permettra de mettre en œuvre les changements.

Ce que nous voyons n'est pas un changement de système, mais de groupes de pouvoir, mais probablement pour de nouveaux qui donnent la priorité à l'intérêt national dans le cadre d'un nouveau système international multipolaire, dans lequel les États-Unis sont en déclin dans tous les sens du terme, tandis que la Chine est en pleine ascension.

La stratégie inversée de Kissinger

En 1971, Henry Kissinger a effectué un voyage secret en Chine qui a marqué un rapprochement entre les deux pays. C'était la "carte Chine" face à l'Union soviétique. Plus de cinq décennies plus tard, les États-Unis veulent faire la même chose, mais en éloignant la Russie de la Chine. D'où le rapprochement avec la Russie et les actions claires pour mettre fin à la guerre par procuration en Ukraine.

Le problème de la lecture de l'histoire d'un point de vue occidental est qu'elle ne tient pas compte de la réalité. Le rapprochement avec la Chine n'a été possible qu'en raison de la division sino-soviétique. Aujourd'hui, le contexte est tout autre. Il est absurde de penser que la Russie abandonnera ses relations avec la Chine, ou tout autre pays, en échange de concessions aux Etats-Unis pour mettre fin à une guerre qu'ils sont en train de gagner militairement.

La "doctrine Donroe"

Quelques semaines avant son entrée en fonction, Donald Trump a surpris beaucoup de monde en atténuant sa rhétorique incendiaire contre la Chine pour se concentrer sur le Panama, le Canada et le Groenland. Le 8 janvier, le New York Post a publié en première page une photo de Donald Trump en professeur et le titre "La doctrine Donroe".

Ce jeu de mots est un mélange du surnom du président, Don, et du nom de famille de l'ancien président James Monroe, qui a inventé la doctrine de "l'Amérique pour les Américains" et qui a condamné les pays d'Amérique latine à l'insignifiance géopolitique.

Jusqu'aux années 1990, cette doctrine a joué un rôle clé dans les relations avec les pays d'Amérique latine. Bien qu'il y ait eu des périodes d'éloignement, les États-Unis ont toujours maintenu leur hégémonie politique et économique dans la région.

Après la chute de l'URSS, les États-Unis ont relâché leur emprise pour donner la priorité à d'autres régions du monde, et un espace s'est ouvert à la présence des entreprises chinoises dans la région, qui n'a cessé de croître. Aujourd'hui, la Chine est le premier partenaire commercial de la plupart des pays. Avec le lancement de l'initiative « la Ceinture et la Route » (BRI), elle deviendra également un partenaire indispensable au développement de la région.

La vision du monde que la nouvelle administration Trump cherche à promouvoir est celle d'un monde divisé en sphères d'influence qui coexistent, sans qu'aucun pays ne les dépasse. En d'autres termes, une sorte de remake des accords de Yalta.

Dans cette division, "sa" sphère est le continent américain. Pour cela, l'expulsion des Chinois de la région est indispensable. Son message aux pays d'Amérique latine est que l'époque de la guerre froide est de retour.

La Chine est prête, l'Amérique latine ne l'est pas

L'administration Trump a maintenu une attitude ambiguë à l'égard de la Chine. D'une part, elle a invité Xi Jinping à sa cérémonie d'investiture et a maintenu une attitude hostile à l'égard des hommes d'affaires du secteur des semi-conducteurs qu'elle a menacés de sanctions.

Ils ont également supprimé la phrase "nous ne soutenons pas l'indépendance de Taïwan" du site officiel du gouvernement. En revanche, ils ont maintenu la reconnaissance du principe d'une seule Chine. Cette

action laisse place à beaucoup d'ambiguïté.

La Chine a également été la cible de la guerre tarifaire. Toutefois, il convient de rappeler que les principaux partenaires commerciaux de la Chine sont les pays de l'ANASE et l'Union européenne. La moitié des échanges commerciaux de la Chine se fait avec les pays du RIF. Les États-Unis représentent un peu plus de 11 %.

Oui, cela peut affecter, mais l'économie chinoise ne s'effondrera pas. Cette fois-ci, les Chinois ont donc mis leur patience de côté et ont répondu aux États-Unis que s'ils veulent la guerre, quelle qu'elle soit, ils l'auront.

La situation est différente en Amérique latine. La région est divisée et incapable de répondre conjointement à la pression américaine. La plupart des pays sont politiquement fragiles et polarisés, avec des secteurs puissants sans aucune conscience patriotique. Certains appellent même à une invasion américaine.

Avec le Mexique, après de vives tensions, la hausse des droits de douane a été reportée au mois d'avril, lorsque sa politique de « tarifs réciproques » entrera en vigueur. Bien que peu de pays aient le même pouvoir de négociation, la dépendance à l'égard des États-Unis fera des ravages.

Le Panama se retrouve privé de la possibilité de financer de grands projets d'infrastructure et de la technologie chinoise pour gérer ses ports.

Le cas du Panama est plus représentatif. Le premier voyage de son secrétaire d'État, Marco Rubio, a eu lieu en Amérique centrale et il a réussi à persuader le pays de ne pas renouveler le protocole d'accord sur le RIF. Par ailleurs, la société CK Hutchinson, basée à Hong Kong, a vendu ses droits de gestion à BlackRock. Selon son directeur, cette décision n'est pas liée à la politique. Il a beau insister, personne ne le croit.

Ainsi, le Panama se retrouve privé de la possibilité de financer de grands projets d'infrastructure et de la technologie chinoise pour l'administration de ses ports. Tout cela à cause de son manque de souveraineté.

Ce qui s'est passé au Panama se passera dans d'autres pays et, très probablement, il y aura une forme de réponse, pour ceux qui opposeront une résistance. Avec Trump, les États-Unis ont abandonné la mascarade de l'"ordre international fondé sur des règles". Désormais, ils peuvent être aussi brutaux qu'ils le souhaitent.

Il s'agit d'un appel à remettre à l'ordre du jour politique des questions telles que la souveraineté politique et économique, le patriotisme, l'anti-impérialisme et le développement indépendant. Ainsi que la nécessité d'une structure régionale, au-delà du système politique de chaque pays.

Sinon, nous serons condamnés à l'insignifiance et au retard.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/378831-trump-passe-a-la-vitesse-superieure-dans-sa-guerre-contre-la-chine-et-lamerique-latine-en-fait-les-frais

Radio Habana Cuba